



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2019
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget- programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

Programme 13

Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale

1. À sa 8^e séance, le 7 juin 2019, le Comité a examiné le programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect.16)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux (E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2).

2. Le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a présenté le programme et répondu, avec d'autres représentants de l'ONUDC et du Secrétariat, aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont exprimé leur reconnaissance et leur soutien à l'ONUDC et salué le travail qu'il accomplissait, mettant notamment en avant sa capacité à agir efficacement dans des domaines variés, y compris ceux de la drogue et du terrorisme, et le rôle de premier plan qu'il jouait en tant que principal organe international chargé du contrôle des drogues et de la prévention du crime. À cet égard, une délégation a émis l'idée que l'on pourrait exprimer plus clairement le lien entre les drogues et le



terrorisme en changeant le nom de l'Office pour l'appeler « Office des Nations Unies contre la drogue, le crime et le terrorisme ». Des éclaircissements ont été demandés quant au risque que pouvait présenter, pour l'action de l'ONUDC, le fait que ses activités soient principalement financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Au sujet des ressources extrabudgétaires, une délégation a demandé des informations supplémentaires sur le chiffre d'environ 300 millions de dollars des États-Unis donné sur le site Internet de l'ONUDC.

4. Plusieurs délégations ont accueilli favorablement la démarche consistant à aligner le plan-programme sur les objectifs de développement durable. Il a été rappelé que l'action de l'ONUDC était précieuse en elle-même et pas seulement en ce qu'elle contribuait à la réalisation de ces objectifs, mais que puisque la stratégie de lutte contre le terrorisme adoptée par l'Office reposait sur l'élimination des conditions qui en faisaient le lit, il n'était pas inutile de souligner qu'il y avait là un point de convergence. Une délégation s'est félicitée que le Secrétariat ait adopté cette démarche pour la présentation du budget-programme et a proposé que de nouveaux efforts soient faits afin que tous les programmes soient présentés sous l'angle des objectifs de développement durable et des activités menées à l'appui de leur réalisation.

5. Une délégation a dit estimer que le programme se trouvait en situation de porte à faux, considérant que rapporter les activités de l'ONUDC aux objectifs de développement durable introduisait un déséquilibre et risquait de donner une image faussée de ce qui devait être accompli dans le cadre du programme. Même si l'action de l'ONUDC pouvait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, il importait de veiller à ce que la convergence de la première et des seconds n'éclipse pas le mandat spécifique confié à l'ONUDC en matière de lutte contre la drogue, le crime et le terrorisme. Dans cet esprit, la délégation a demandé à ce que le Secrétariat revienne au format et à la méthodologie précédemment utilisés pour établir le cadre stratégique. Elle a également indiqué que la méthodologie suivie pour présenter le programme, censément fondée sur le rapport du Secrétaire général intitulé « Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies : améliorer et simplifier la procédure de planification des programmes et d'établissement du budget » et sur les débats connexes, donnait une impression erronée des activités opérationnelles de l'ONUDC et des besoins et des attentes des États Membres. Le programme à l'examen devrait constituer un guide complet des activités menées par l'ONUDC dans le cadre de l'ensemble des sous-programmes, comme c'était le cas pour le cadre stratégique. Une autre délégation a souligné que les termes « alignement » et « lien » ne signifiaient pas la même chose, et noté qu'il était plus juste d'utiliser le second plutôt que le premier, puisqu'« alignement » pouvait laisser entendre que la réalisation des objectifs du développement durable était la tâche première de l'Office. Cette même délégation a en outre fait remarquer qu'il était difficile de faire référence aux paragraphes du rapport qui n'étaient pas numérotés et souligné qu'il fallait qu'ils le soient tous.

6. Se référant au sous-programme 2 (Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue), une délégation a estimé que dans la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018, la référence faite à la réduction du flux de drogues illicites en provenance d'Afghanistan était contestable compte tenu de l'augmentation des volumes de production de pavot dans ce pays.

7. Concernant le sous-programme 3 (Lutte contre la corruption), une délégation a indiqué qu'il fallait donner davantage d'informations sur ce qui était fait pour aider les États Membres à ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption ou à y adhérer.

8. Se référant au sous-programme 4 (Prévention du terrorisme), une délégation a demandé des éclaircissements concernant « l'accélération du rythme auquel la justice [était] administrée » citée sous l'intertitre Des résultats concrets de la partie Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018, et a notamment cherché à savoir si l'ONUDC agissait dans ce cas comme une entité juridique. À cet égard, la même délégation a demandé si certaines activités de l'ONUDC faisaient double emploi avec celles de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, qui avait aidé le Tchad à élaborer sa législation incriminant le terrorisme.

9. L'ONUDC a été félicité pour les activités qu'il avait menées dans le cadre du sous-programme 6 (Étude, analyse des tendances et criminalistique), en particulier celles qui avaient trait à la prévention des nouvelles formes de toxicomanie chez les jeunes et au Système d'alerte précoce sur les nouvelles substances psychoactives. Une délégation a relevé que le problème de l'abus d'opiacés se posait dans les pays développés comme dans les pays en développement et a demandé des précisions sur les meilleurs moyens d'y faire face. Une délégation a également fait part de son adhésion au résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur, à savoir l'estimation du nombre de victimes cachées de la traite des personnes, et encouragé l'Office à œuvrer dans ce domaine en étroite collaboration avec d'autres organisations et à mesurer les progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable correspondants.

10. Au sujet du résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 7 (Appui en matière de politiques), une délégation a fait valoir que l'utilisation de l'expression « extrémisme violent » donnait une idée fausse de ce qu'était le mandat de l'ONUDC et demandé qu'on la remplace par les termes « prévention du terrorisme ». Elle a également fait observer que le mandat fondamental de l'ONUDC en matière de prévention du terrorisme n'avait pas été mentionné dans le texte.

11. Une délégation a félicité l'ONUDC pour le travail accompli dans le cadre du sous-programme 8 (Coopération technique et appui opérationnel), pris note avec satisfaction de l'initiative du Groupe de cinq pays du Sahel et demandé, à ce sujet, si l'Office agissait seul ou en collaboration avec l'Alliance pour le Sahel.

12. En ce qui concerne le sous-programme 9 (Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale), une délégation a proposé qu'au paragraphe 16.77, le membre de phrase « à encourager l'application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues et à vérifier qu'ils sont respectés en tous points » soit remplacé par les termes « surveiller les substances placées sous contrôle international », plus proches des formulations récemment convenues. Une délégation a également fait observer que l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) devrait être traité à part et que la présentation d'informations consolidées pour ce sous-programme ne correspondait pas à l'issue des débats tenus à Vienne par les États Membres. Elle s'est dite favorable à ce que l'on rétablisse la proposition de création, au Secrétariat, d'un poste de conseiller juridique attaché à l'OICS. Une délégation a relevé que l'OICS avait confirmé le classement du Botswana parmi les pays de transit, mais qu'il n'avait offert à ce pays, pour toute assistance à cet égard, qu'un appui au renforcement de ses capacités de communication de l'information au titre des conventions relatives au contrôle des drogues. Des éclaircissements ont été demandés sur ce que pouvait faire l'ONUDC pour aider plus efficacement les pays de transit à combler leurs lacunes législatives en matière de contrôle des drogues.